



Action sociale interministérielle

Une sous-consommation historique

Exécution budgétaire 2023

Le budget 2023 de l'action sociale interministérielle n'a été consommé qu'à hauteur de 88 %. L'UNSA Fonction Publique, lors du CIAS du 18 janvier, a dénoncé cette sous-consommation de 18 millions d'euros. Dans le contexte inflationniste actuel, les agents ont besoin d'une action sociale interministérielle performante.

L'UNSA Fonction Publique avait déjà alerté sur le risque de sous-consommation lors du CIAS (Comité Interministériel de l'Action Sociale) du 19 octobre 2023, plus particulièrement en ce qui concerne le CESU garde d'enfants 0-6 ans. La DGAFP avait minimisé ce risque. Force est de constater que notre alerte était bien fondée. Malheureusement, cette prestation n'a été utilisée qu'à hauteur de 27 millions d'euros, au lieu des 34 millions prévus. **L'UNSA Fonction Publique a rappelé ses pistes de résolution, ainsi qu'elle l'avait fait lors du CIAS du 19 octobre 2023** : communication volontariste vers les agents, relèvement des barèmes d'accès basés sur le revenu fiscal de référence, montants de la prestation à réévaluer, déplafonnement de la 3^{ème} tranche pour tous les agents. L'élargissement à la tranche d'âge 6-12 ans doit être examiné sérieusement et sereinement.

La rénovation des RIA (restaurants interadministratifs) participe à la sous-consommation à hauteur de 10 millions d'euros. Des travaux ont pris du retard, des facturations n'ont pas été émises. La DGAFP n'avait pas anticipé ces retards. L'UNSA Fonction Publique a demandé plus de sérieux dans le suivi de ces opérations de rénovation.

L'UNSA Fonction Publique constate que ce niveau de déficit permet la réintégration des retraités à la prestation chèques-vacances.

L'UNSA Fonction Publique regrette qu'une mesure exceptionnelle, telle la réservation de logements sociaux, n'ait pas été prise pour épuiser les crédits. Cela avait été le cas en 2020 et 2021.

L'UNSA Fonction Publique a exigé de la sincérité dans les budgets construits ainsi que dans le suivi des prestations.

L'Action Sociale Interministérielle (ASI) participe au maintien du niveau de vie des agents, sans être une composante de la rémunération. La qualité de vie au travail des agents publics, l'articulation de leur vie professionnelle et de leur vie personnelle en dépendent. Elle est aussi un élément d'attractivité de la fonction publique. Elle est encore plus

indispensable dans cette période inflationniste. **L'UNSA Fonction Publique veillera à la pleine exécution du budget 2024 de l'ASI.**

Bilan Balaé 2022

86 892 candidatures ont été déposées pour 2 784 baux signés en Île-de-France, soit 3 % de baux signés, c'est peu. L'UNSA FP s'est inquiétée du taux de rotation qui s'effondre au niveau des logements sociaux ainsi que de la production de logements neufs qui est à un niveau insatisfaisant. C'est impossible de répondre aux demandes, notamment des familles (T4-T5).

CESU garde d'enfants 0-6 ans

14 000 demandes de moins de janvier à septembre 2023 par rapport à la même période de référence 2022. L'UNSA Fonction Publique a fait part de son inquiétude quant à cette prestation et son devenir. L'UNSA Fonction Publique a constaté que ce retard ne pouvait être résorbé avant la clôture budgétaire. L'UNSA Fonction Publique a demandé la mise en place d'un réel plan de communication pour relancer la prestation auprès des agents.

Actualités des RIA (restaurants inter-administratifs)

L'UNSA Fonction Publique a demandé, à nouveau, que soit mise en œuvre une mission sur l'état financier des RIA, leurs difficultés, et les conséquences de l'inflation.

Réflexion sur les critères d'évaluation des actions (handicap, actions écoresponsables)

La DGAFP a proposé des critères d'évaluation sur deux champs. L'UNSA Fonction Publique a interrogé sur la pertinence, l'opérationnalité et l'efficacité de ces critères ainsi que sur leur évaluation et leur évolution. La DGAFP reviendra dans une prochaine commission sur une évolution de ces critères.